

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 Saint-Etienne

Saint-Etienne, le 05/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES THOMAS

15 Bd du Château
42210 Montrond-les-Bains

Références : UID4243-MEA-024-0019

Code AIOT : 0010500223

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/01/2024 dans l'établissement CARRIERES THOMAS implanté lieu-dit Grange Neuve 42600 Chalain-le-Comtal. L'inspection a été annoncée le 29/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite au courrier adressé à monsieur le préfet de la Loire par maître GRUAU, avocat pour le compte du plaignant la société HARAS D'ARABIE exerçant une activité équestre sur la commune de Chalain-le-Comtal, s'interrogeant sur la légalité des travaux d'exhaussement réalisés préalablement à une exploitation de carrière à proximité du Haras d'Arabie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES THOMAS
- lieu-dit Grange Neuve 42600 Chalain-le-Comtal
- Code AIOT : 0010500223
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

En 2006, la société S.A THOMAS a déposé une demande d'ouverture d'une carrière de sables et graviers d'alluvions implantée au lieu-dit "Grange Neuve" sur la commune de Chalain-le-Comtal, autorisation d'exploiter actée par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 7 août 2008 d'une superficie de 27,2350 hectares et pour une durée de 20 ans.

Suite au changement de raison social de la S.A THOMAS, un arrêté portant changement d'exploitant a été signé le 15 mai 2013 au nom de la société CARRIERES THOMAS pour l'ensemble des huit carrières de la société, deux de roches dures et six alluvionnaires, dont celle sise à Chalais-le-Comtal.

Contexte de l'inspection: • Plainte d'un tiers s'interrogeant sur la légalité des travaux d'exhaussement réalisés préalablement à une exploitation de carrière à proximité de ses terrains.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prescriptions générales	Arrêté Ministériel du 07/08/2007, article 2	Sans objet
2	Généralités	Arrêté Préfectoral du 22/09/1994, article 10.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été constaté au titre de la réglementation des ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2007, article 2
Thème(s) : Autre, Caractéristiques de l'autorisation
Prescription contrôlée : Les parcelles concernées, pour un total de 272 350 m ² sont les suivantes : - ZX 4 pour partie d'une superficie de 124 520 m ² en cultures - ZY 6 pour partie d'une superficie de 147 830 m ² en cultures (...)
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les parcelles sur lesquelles ont été effectuées les fouilles archéologiques préventives, objet de la plainte, sont hors périmètre ICPE de la carrière alluvionnaire exploitée par la carrière THOMAS sur la commune de Chalain-le-Comtal, mais elles jouxtent celles-ci. Toutefois, les références cadastrales des parcelles autorisées de la carrière par APA du 7/08/2007 ont été modifiées et correspondent aux nouvelles références suivantes: ZX 32 (ex ZX4) et ZY 17 (ex ZY6).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prescriptions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 10.2
Thème(s) : Autre, Fouilles archéologiques
Prescription contrôlée : L'arrêté d'autorisation fixe, le cas échéant, la nature et la forme des informations à fournir au service chargé du patrimoine archéologique préalablement aux opérations de décapage ainsi que les délais d'information.

Constats :

Les fouilles archéologiques préventives, effectuées par l'INRAP à l'automne 2023 sur les parcelles cadastrées ZX 33, 34, 35 et ZY 19, ont été réalisées en dehors du périmètre ICPE de la carrière THOMAS et hors procédure ICPE.

Ces fouilles ont été réalisées au titre de l'article R523-12 du code du patrimoine qui stipule " *Les aménageurs peuvent, avant de déposer une demande pour obtenir les autorisations requises par les lois et règlements ou avant d'engager toute autre procédure, saisir le préfet de région afin qu'il examine si leur projet est susceptible de donner lieu à des prescriptions archéologiques.*

A cette fin, ils produisent un dossier qui comporte un plan parcellaire et les références cadastrales, le descriptif du projet et son emplacement sur le terrain d'assiette ainsi que, le cas échéant, une notice précisant les modalités techniques envisagées pour l'exécution des travaux.

Si le préfet de région constate que le projet est susceptible d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, il informe le demandeur, dans le délai de deux mois à compter de la réception de la demande, que le projet qu'il lui a présenté donnera lieu à des prescriptions archéologiques."

Conformément à l'Art. R523-12 du Code du patrimoine, la Société Carrières Thomas a saisi le service régional de l'archéologie d'une demande anticipée de diagnostic archéologique le 9 mai 2023. Compte tenu des éléments du patrimoine archéologique déjà connus dans le secteur, le Service Régional de l'Archéologie, sous l'autorité de la Préfète de région, a prescrit un diagnostic par son arrêté 2023-612 en date du 30 mai 2023 et en a attribué la réalisation à l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (Inrap), seul service habilité à réaliser des diagnostics sur le département de la Loire en raison de l'absence de services archéologiques agréés de collectivité territoriale.

Parmi les obligations qui s'imposent dans le cadre de tous les travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution figure le décret 2011-1241 "anti-endommagement" entré en vigueur le 1er juillet 2012, les travaux de sondages archéologiques rentrent dans cette obligation.

A ce titre, la Société Carrières Thomas a fourni à l'Inrap les demandes de travaux et les réponses des différents exploitants de réseaux et l'Inrap s'est acquitté pour sa part de son obligation de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) auprès des concessionnaires de réseaux.

L'opération de terrain est terminée, y compris le rebouchage des tranchées et l'équipe archéologique est en phase d'étude et de rédaction du rapport final d'opération qui sera remis au Service Régional de l'Archéologie conformément à la convention signée avec la société Carrières Thomas.

Type de suites proposées : Sans suite